

Tunisie, Egypte : la mobilisation ouvrière

TUNISIE

“Transition démocratique” ou pouvoir au peuple

Le régime en crise, contraint par la mobilisation des masses à convoquer une Assemblée constituante, tente, avec le concours de “l’opposition”, de lui retirer son caractère de souveraineté populaire et nationale.

Une fenêtre s’est ouverte

Lucien Gauthier

C'est un mouvement qui vient d'en bas. Une lame de fond qui voit les masses ouvrières et paysannes chercher par tous les moyens à se libérer des régimes d'oppression et d'exploitation inféodés à l'impérialisme. En Egypte, malgré l'appareil militaire soutenu à bout de bras par les États-Unis, le gouvernement a été contraint à la démission. L'appareil militaire a désigné un autre gouvernement et s'appuie sur la collaboration des partis dits « d'opposition » pour mettre en œuvre la « transition démocratique ». Mais ce mouvement qui a chassé le Premier ministre s'appuie sur les grèves qui continuent de s'approfondir et sur le fait que la population, dans plusieurs villes d'Egypte, ce dernier week-end, s'est attaquée aux bâtiments de la Sécurité d'Etat, se saisissant des dossiers des services secrets. Par tous les moyens, ils veulent démanteler ce régime. C'est par ce même mouvement, plus profondément encore, parce que ancré sur des comités de défense de la révolution, avec une centrale syndicale, l'UGTT, que les travailleurs tunisiens, la jeunesse et la population ont, pas après pas, avancé et contraint le nouveau Premier ministre à annoncer la tenue d'élections à une Assemblée constituante pour le 24 juillet. Jusqu'à présent, le gouvernement, soutenu par certains partis d'opposition, avait programmé la tenue d'une élection présidentielle à l'été, c'est-à-dire le maintien du régime en place, un peu démocratisé, et l'élection d'un nouveau président de la République. Mais les centaines de milliers de manifestants, avec les comités, exigeaient une Assemblée constituante. C'était également la position de l'UGTT.

“Le chaos menace en Tunisie. Les soviets se mettent en place dans les usines”

(Les Echos, 7 mars 2011)

Bien évidemment, le gouvernement français, l'Union européenne, l'administration Obama et ceux qui les soutiennent en Tunisie s'alarment de cette situation : « Le chaos menace en Tunisie. Les soviets se mettent en place dans les usines » (Les Echos, 7 mars 2011). Prenant appui sur la décision du gouvernement de convoquer une Assemblée constituante, un certain nombre de forces politiques, parlant au « nom de la défense de la révolution », ont appelé les milliers de travailleurs qui campaient sur la place de la Kasbah, le 5 mars, à démanteler les tentes et à quitter la place. Comme l'ont dit de nombreux responsables et militants des comités : « Ils nous appellent à partir, mais s'il le faut, nous reviendrons. La question n'est pas réglée. »

Un certain nombre de partis, qui étaient dans le gouvernement de coalition, Ettajdid (ex-Parti communiste rénové) et le PND, ont d'ores et déjà annoncé qu'ils présenteraient des candidats de leurs partis à l'élection du 24 juillet. Un certain nombre de forces liées à l'impérialisme, face à la mobilisation des masses, ont dû renoncer à l'élection présidentielle et appeler à une Constituante, mais ils essaient dès maintenant de transformer ces élections en élections législatives pour préserver le régime « rénové ».

La tenue d'une authentique Assemblée constituante a pour but d'établir une Constitution, de réaliser ce pour quoi les masses se sont mobilisées depuis des semaines, pour du « pain et de l'eau », c'est-à-dire pour les revendications sociales contradictoires avec les accords passés avec l'Union européenne et les plans d'ajustement structurel qui aboutissent au pillage du pays, aux privatisations, à l'appauvrissement de la population. C'est ce qu'exigent les travailleurs membres des comités dont nous rapportons les propos dans cette page.

Dans toutes les usines, les travailleurs exigent des augmentations salariales. De nombreux représentants des trusts internationaux ont cédé sur les revendications en matière de salaires. Tous ont peur de l'irréversible, de cette ébullition qui voit les comités se saisir de toutes les questions pour exiger d'en finir avec le régime d'oppression et d'exploitation. C'est dans cette situation que ces mêmes forces s'attaquent à l'UGTT, la centrale syndicale, et vont même jusqu'à organiser de petites manifestations avec des banderoles contre l'UGTT et contre les grèves.

Le quotidien patronal français Les Echos rapporte les propos d'un homme des milieux d'affaires français : « Jusqu'ici, la Tunisie attirait les investisseurs grâce à des salaires bas et à une grande stabilité sociale et syndicale. Or tout cela vole en éclats ! Une fenêtre s'est ouverte. Le syndicat UGTT et les salariés se sont engouffrés dans la brèche et on a vu des demandes extravagantes d'augmentation de plus de 200 dinars pour des salaires de 250 dinars. » Extravagant ? 200 dinars, c'est moins de 100 euros...

Oui, une fenêtre s'est ouverte. ■

Metlaoui : au siège du comité de défense de la révolution

Trois unités du ministère de l'Intérieur, une unité de gendarmerie, treize postes de police et de gendarmerie, un organisme privé de sécurité... pour une ville de 120 000 habitants. Le décor de Metlaoui est posé.

Cette ville minière du sud de la Tunisie doit être surveillée, et bien surveillée... Nous sommes reçus par le comité populaire de protection de la révolution de Metlaoui, dans leur local. C'est l'ancienne résidence du RCD, qu'ils ont réquisitionnée et qu'ils ont proclamée siège du comité populaire de protection de la révolution. L'accueil est chaleureux, fraternel, et notre réunion pose tout de suite les questions formulées par la révolution et qui sont toujours à l'ordre du jour. Une vingtaine de personnes, hommes et femmes, étaient présentes, entre autres Jaber, Hafeth, Aymen, Issam, Tarek, Sabri, Mohamed, de même que Jemaa et Amna.

« Le gouvernement Caïd-Essebsi s'est engagé à appeler aux élections à l'Assemblée constituante dans quatre mois.

— Mais est-ce que la souveraineté du peuple peut naître des mains des représentants de l'ancien régime ?

— Il ne faut pas oublier que le RCD est né du PSD, le parti de Bourguiba.

— Ils viennent d'annoncer le maintien du Comité contre la corruption institué par Ben Ali lui-même le 13 janvier, alors que nous avons demandé sa dissolution parce que, en son sein, se trouvent des figures de la corruption, comme Nejib Baccouche.

— S'ils veulent qu'on revienne à la Kasbah, on reviendra.

— Ils veulent justement que l'on s'épuise de sit-in en sit-in.

— Il faut réfléchir à autre chose.

— Oui, il faut savoir que le Comité national de sauvegarde de la révolution a acquis



Dans l'ancien local du RCD, devenu celui du siège du comité populaire de protection de la révolution, l'accueil est chaleureux et fraternel.

sa légitimité le jour même de la mobilisation nationale, le vendredi 25 février, où plus de 500 000 citoyens se sont rassemblés

à la Kasbah pour exiger la dissolution de l'ancien régime, de son Assemblée, de ses institutions, et l'appel à une Assemblée constituante populaire.

— Et notre légitimité à nous ? La loi ne nous reconnaît pas.

— C'est la révolution qui nous reconnaît.

— C'est une question très importante. Il faut qu'on en discute.

— Les comités de protection de la révolution ont une légitimité révolutionnaire. Ils ont expulsé des gouverneurs, des sous-préfets, des maires.

— Ici, dans notre région, il n'y a que la mine, et le problème de l'emploi est crucial.

La maison du comité populaire de protection de la révolution de Metlaoui est ouverte à tous les citoyens qui viennent discuter, s'informer. D'autres participants

nous rejoignent, à la sortie du travail, vivement intéressés par les sujets abordés.

Un enseignant intervient : « Il serait des plus intéressants que l'on organise des discussions, des formations (exposés, tables rondes) sur les questions politiques : la démocratie, la Constituante, les programmes des partis politiques. »

Notre réunion, qui a duré plus de deux heures, s'achève sur les projets qui sont mis sur la table :

— Comment s'organiser pour poursuivre la marche de la révolution et la réalisation des objectifs qu'elle s'est donnés ?

— Le dossier des chômeurs à la suite des grèves de 2008, qui n'est pas résolu.

— Quel développement régional qui corresponde aux aspirations de la population et permette de résorber totalement le chômage ?

Un des membres du comité conclut par ces mots, alors que nous étions sur le seuil de la maison du comité : « De toute façon, il faut que le pouvoir revienne au peuple. »

M. L. ■

Avec le comité de chômeurs

Plus de 6 000 chômeurs, 6 000 familles, dénués de tout moyen de vivre, des chômeurs qui attendent un emploi à la mine depuis quatre, cinq, dix ans et même plus.

Des chômeurs pour lesquels le travail à la mine est un droit. Parce qu'à Metlaoui, Oum Larayes, Redeyef, M'dhilla, il n'y a que la terre rocailleuse et la mine, juste un peu d'agriculture vivrière à Gafsa. Et encore, l'exploitation des mines, avec les déchets de phosphate déversés directement dans les oueds, a appauvri une terre qui n'en demandait pas tant.

J'ai discuté avec Hfaïth et quelques autres chômeurs qui attendent depuis des années un emploi auprès de la compagnie de phosphate de Gafsa.

« Nous avons barré l'accès des mines pendant plus d'un mois et demi. Des négociations sont engagées avec la compagnie et le gouvernement. On vient de nous faire des propositions : 2 723 emplois pour 6 000 chômeurs. Pour le moment, nous levons le blocage des mines, parce qu'on a fait intervenir l'armée, et on a cherché à opposer les chômeurs et les ouvriers. »

On leur propose juste quarante postes !

Nous apprenons, le lendemain, que le blocage des unités de production de Gafsa est maintenu par les chômeurs : on leur propose juste quarante postes ! Une autre question est abordée avec Hfaïth comme

avec les autres chômeurs, celle des sociétés de sous-traitance.

La mobilisation des chômeurs vient d'en obtenir l'arrêt. Elles assuraient le transport des déchets, entre autres activités, et percevaient des enveloppes conséquentes de la compagnie des phosphates de Gafsa, la CPG. Mais ils payaient des salaires de misère. Aujourd'hui, les travailleurs de ces sociétés de sous-traitance réclament leur recrutement par la compagnie.

Une chose est sûre : pour tous, à Metlaoui, la revendication de l'emploi, la question du chômage est une question centrale posée par la révolution tunisienne.

M. L. ■

et paysanne pour en finir avec le régime

ÉGYPTE

Les Egyptiens s'attaquent à la Sécurité d'Etat

Après la démission du Premier ministre nommé par Moubarak, le peuple égyptien veut la dissolution de la Sécurité d'Etat et la levée de l'état d'urgence.

Samy Hayon

Trois semaines après la chute de Moubarak, le Premier ministre, nommé par le dictateur, est obligé de démissionner sous la pression du peuple égyptien. Mais le peuple veut en finir avec le régime. Il demande la dissolution de la Sécurité d'Etat et la levée de l'état d'urgence. Pendant trois jours, il a pris d'assaut huit de ses bâtiments, y compris le QG central de Nasr City, au Caire.

C'était l'une des revendications du peuple égyptien : « *Le gouvernement Shafiq est inféodé au régime corrompu. Nous ne voulons pas de Shafiq !* » Jeudi 3 mars, le Premier ministre, nommé par Moubarak, a dû démissionner. C'était la veille de la nouvelle journée de manifestations du 4 mars. Le Conseil suprême des forces armées a annoncé son remplacement par Essam Sharaf, professeur d'ingénierie à l'université du Caire, ancien ministre des Transports entre 2002 et 2005, membre du PND.

Du Caire à Assouan, d'Alexandrie à Port-Saïd, de Suez à Ismaïlia, à Mehalla Al-Kubra, à Tanta, le soulèvement de millions d'Egyptiens, travailleurs, fellahs (paysans), jeunes, a réussi à mettre fin à trente ans de règne sanglant de Moubarak. Mais ils ne veulent pas plus des ministres nommés par lui ni de ses institutions. Alors, une fois encore, par centaines de milliers, ils se sont rassemblés ce vendredi 4 mars. Les manifestants ont célébré le départ de Shafiq et brandi des banderoles portant les revendications non satisfaites parce qu'ils veulent qu'elles le soient toutes : le départ de tous les ministres désignés par le dictateur avant sa chute, la levée de l'état d'urgence, la libération de tous les prisonniers politiques et le démantèlement des services de sûreté de l'Etat, Amn el-Dawla.

Ils demandent aussi que Shafiq, « *responsable de nombreux morts et blessés durant les événements du mercredi san-*



Le Caire, le 5 mars 2011 : manifestation devant l'immeuble de la Sécurité d'Etat.

glant », soit jugé. La coalition de Tahrir dit : « *Nous ne voulons plus du comité militaire.* »

Dimanche 6 mars, les trois ministres de l'Intérieur, de la Justice et des Affaires étrangères, nommés par Moubarak, sont évincés du gouvernement. Lundi 7 mars, les nouveaux membres du gouvernement prêtent serment devant le Conseil suprême des forces armées. Le nouveau ministre des Affaires étrangères, Nabil Al-Arabi, ancien ambassadeur à l'ONU, a participé à la négociation de l'accord de paix égypto-israélien de 1979. Il est pour son respect, mais pas pour le blocus de la bande de Gaza. De quoi satisfaire l'administration Obama.

« Le peuple veut la fin de la Sécurité d'Etat (Amn el-Dawla) »

Le nouveau Premier ministre, qui avait participé aux rassemblements place Tahrir, est venu parler aux manifestants. Ceux-ci scandaient : « *Le peuple veut la fin de la Sécurité d'Etat.* » Il a répondu : « *Je prie pour que l'Egypte soit un pays*

libre et que ses services de sécurité soient au service des citoyens. »

Dans la nuit de vendredi, l'information selon laquelle les officiers de la Sécurité d'Etat sont en train de passer des milliers de dossiers au broyeur se répand comme une traînée de poudre.

A **Alexandrie**, plus d'un millier de manifestants se rassemblent devant les locaux de la Sécurité d'Etat. La fumée sortant des bâtiments les a alertés. Ils réclament la dissolution de la Sécurité d'Etat et ne veulent pas que les preuves du fichage, des arrestations, de la torture et de la détention de milliers de personnes disparaissent. Après que des officiers ont ouvert le feu sur les manifestants, blessant quatre d'entre eux, ils envahissent les locaux. A l'intérieur, ils surprennent des officiers en train de brûler des dossiers et découvrent des montagnes de papiers qui ont été passés dans les broyeurs, des instruments de torture, des cellules souterraines. Ils n'en croient pas leurs yeux. Un manifestant twitte sur son portable : « *C'est le jour de la Bastille en Egypte !* »

A **Marsa Matrouh**, sur la côte méditerranéenne, au nord-ouest du Caire, des

manifestants entrent dans le siège de la Sécurité et s'emparent de documents avant de mettre le feu au bâtiment.

A **Zagazig** et à **Sharqia**, villes du delta du Nil, au **Fayoum**, au sud du Caire, à la **ville nouvelle du 6 Octobre**, ce sont les mêmes scènes.

Au **quartier général de Nasr City, au Caire**, samedi 5 mars, 2 500 manifestants font irruption dans l'immeuble de la Sécurité d'Etat, « *s'emparant de documents officiels avant que les responsables ne les brûlent ou les déchirent* », reconnaît un responsable des services de la Sécurité.

Dimanche 6 mars, 500 personnes tentent de pénétrer dans le QG de Lazoghly, au Caire, et à **Cheikh Zayed**, dans la banlieue de la capitale. Des policiers en civil les repoussent à coups de couteaux et de pierres. L'armée tente de les disperser à coups de bâton.

Le procureur général veut que les dossiers emportés par les manifestants soient récupérés et conservés. Il a demandé aux militaires de contrôler les principaux QG jusqu'à ce qu'une enquête soit menée. L'armée a appelé dimanche les citoyens à lui remettre les documents saisis. Grâce aux lois sur l'état d'urgence, les services de la Sécurité d'Etat égyptiens constituent l'instrument de la terreur du régime de Moubarak. Une police politique haïe par le peuple, qui sait que tant qu'elle n'est pas dissoute, le régime restera en place.

Samedi 5 mars, l'ex-ministre de l'Intérieur, Habib el-Adly, arrêté le 17 février, une semaine après la chute de Moubarak, et accusé de détournement et de blanchiment d'argent, était conduit au tribunal. Il est directement responsable de la répression sanglante qui a fait plus de 300 morts et des milliers de blessés parmi les manifestants.

Une centaine de proches des martyrs étaient présents sur son passage. « *C'est la peine de mort qui t'attend, el-Adly !* », lui ont-ils lancé. Ils avaient pendu son effigie devant le tribunal.

En bref

Grèves et des enseignants et des étudiants

En Haute-Egypte, plus de 6 000 enseignants du gouvernorat de Qena se sont mis en grève le 1^{er} mars. Ils demandent un emploi permanent pour tous les enseignants sous contrat temporaire. Le ministre de l'Education a répondu le 3 mars qu'il accorderait cela à ceux qui ont enseigné trois ans sous contrat temporaire et à condition qu'ils passent les examens que le ministère organisera le 25 mars prochain. Les enseignants ont décidé de poursuivre la grève jusqu'à ce que le ministère satisfasse leur revendication.

A l'université du Caire, des centaines d'étudiants et d'enseignants ont manifesté dimanche 6 mars pour obtenir la démission du président et du doyen de l'université, qui appliquent la politique du PND, le parti du régime de Moubarak, qui bafoue les libertés à l'Université. Des dizaines d'étudiants et de professeurs ont défilé devant le département de communication aux cris de : « *A bas le doyen !* » Ils portaient des banderoles l'accusant de s'être opposé à la révolution. Un affrontement a eu lieu avec des agents favorables au doyen. Des étudiants ont également manifesté devant la faculté des sciences contre le doyen et demandé l'éviction du président, qui avait ordonné des investigations contre plusieurs assistants qui s'étaient opposés à sa politique. En outre, des centaines d'étudiants ont manifesté devant les bâtiments administratifs, réclamant la démission du président et dénonçant la présence d'agents de la Sûreté d'Etat dans l'université alors qu'il avait été dit qu'ils quitteraient les lieux. De nombreux professeurs et étudiants de médecine ont annoncé qu'ils feraient grève des cours tant que le doyen n'aurait pas démissionné.

Les dockers de Port-Saïd arrachent le droit de s'organiser et de négocier collectivement

Les dockers du terminal de conteneurs de Port-Saïd Est, sur le canal de Suez, se sont mis en grève le 27 février pour protester contre le refus de leur employeur, le groupe de transport maritime mondial APL, de négocier avec leur comité syndical sur les salaires et les contrats de travail. Au deuxième jour, un gréviste de 34 ans, Mohammad Ali Faeaj, est mort des suites d'une chute brutale de tension. La tragédie a conduit les dockers à maintenir leur grève et à exiger que toutes leurs demandes soient satisfaites immédiatement. Les représentants de l'autorité portuaire, la direction de la main-d'œuvre et le responsable militaire de Port-Saïd sont alors intervenus et, au cinquième jour de grève, un accord répondant aux revendications a été signé, comprenant notamment le droit de s'organiser et de négocier collectivement.

COMITÉ INTERNATIONAL CONTRE LA RÉPRESSION (CICR)

Appel à la constitution d'une commission internationale d'enquête pour établir la vérité sur les massacres, que toutes les responsabilités soient établies, que les responsables soient châtiés ! (1)

« **Justice pour les torturés, pour les disparus, pour les familles des citoyens et militants assassinés !**

Le Comité international contre la répression (Cicr) s'adresse à tous : toute la lumière doit être faite sur les crimes connus. Pour cela, nous appelons toutes et tous pour que soit constituée une commission internationale d'enquête avec des responsables et militants syndicalistes, des avocats, des médecins...

A bas la répression en Tunisie ! Levée de l'état de siège !

Bas les pattes devant le peuple, la jeunesse, les travailleurs de Tunisie ! »

Premiers signataires : Gérard Bauvert, secrétaire du Cicr, journaliste ; M^e Hélène Rubinstein-Carrera, avocate honoraire, membre du bureau du Cicr ; Jean-Jacques Marie, président du Cicr, historien ; Abdou Bougheroumi, syndicaliste, journaliste ; Tristan Malle, syndicaliste, journaliste ; Joël Sohier, maître de conférence à l'université de Troyes ; Alain Serre, syndicaliste ; Sandra Renda, avocate ; François Dominique, écrivain ; Michel Deguy, président honoraire de la Maison des écrivains ; François Paraire, médecin ; Bernard Noël, président de la Biennale internationale de poésie ; Gérard Fromager, syndicaliste ; Roger Bauvert, syndicaliste retraité ; Monique Antelme ; Didier Fouché, maire ; Marie Stagliano ; Antoinette Suchard ; Jean-Paul Olivier ; Alain Challier, sculpteur ; Michel Sidoroff, réalisateur ; Jean-Claude Didier, libre-penseur, syndicaliste ; Jean-Pierre Voulminot, président de la Libre Pensée de l'Aube ; Sylvie Sohier, psychologue ; Hervé Charpentier, syndicaliste ; Yveline Riottot, maître de conférence ; Michèle Perron, historienne ; Jean-Paul Auxemery, écrivain ; Anne Laure, enseignante retraitée ; Marie-Catherine Imbert, enseignante ; Sylviane Pigal, enseignante ; Florence Widmer, syndicaliste ; Jean-Claude Jeremiasz, retraité ; Jean Garabau, syndicaliste ; Antony Carreras, syndicaliste, libre-penseur.

(1) Extraits de l'appel lancé par le Cicr quelques heures avant la chute de Ben Ali.

Pour toute correspondance : Comité international contre la répression (Cicr), 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris.
Tél. : 06 86 02 22 04. E-mail : HYPERLINK mailto:comiteintercontrolarepression@voila.fr

cit

Entente internationale
des travailleurs et des peuples

Communiqué

Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

(...) Les « grands de ce monde », Obama, l'Otan, l'Union européenne et les gouvernements capitalistes d'Europe, prétextant la répression sauvage du régime de Kadhafi contre le peuple libyen, sont d'ores et déjà engagés dans une dangereuse escalade d'ingérence et d'intervention (...).
Hypocrites ! Ce sont les mêmes qui, depuis 2001, ont accueilli le régime Kadhafi lorsque celui-ci s'est reconverti aux privatisations (en particulier des hydrocarbures) et à la politique dite « anti-terroriste » de Bush et de ses alliés.
Hypocrites ! C'est Hillary Clinton et le conseiller à la Défense d'Obama qui recevaient en grande pompe Moatassim Kadhafi, fils de Muammar Kadhafi et directeur du Conseil de sécurité nationale, en avril 2009. Les mêmes qui, hier, envahissaient l'Afghanistan et l'Irak, et y poursuivent une occupation meurtrière, sont d'ores et déjà engagés dans une intervention militaire en Libye.
Une telle intervention serait non seulement tournée contre le peuple libyen, mais aussi contre les révolutions en Tunisie et en Egypte.
 Elle serait tournée contre la souveraineté de toutes les nations de la région, faisant un pas supplémentaire après l'instauration du dispositif Africom (commandement unifié destiné à coordonner toutes les activités militaires et sécuritaires des Etats-Unis sur ce continent).
 Elle serait tournée contre tous les peuples et tous les travailleurs, y compris d'Europe et des Etats-Unis, qui s'opposent aux privatisations, aux contre-réformes imposées par le FMI et l'Union européenne et à la remise en cause de la souveraineté nationale.
L'Entente internationale des travailleurs et des peuples, fidèle au principe démocratique du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, se prononce :
 — Contre toute ingérence, contre toute intervention !
 — Pour l'arrêt de la répression contre le peuple libyen !
 — Pour le droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes !
 — Bas les pattes devant les révolutions en Egypte et en Tunisie !

■ Louisa Hanoune, Daniel Gluckstein,
le 5 mars 2011

LIBYE

L'impérialisme menace d'intervenir

François Lazar

Alors que la guerre civile fait rage en Libye — sans qu'il soit possible d'en déterminer le contenu précis, tant les informations sur l'état du front sont contradictoires —, l'impérialisme américain et l'Union européenne hésitent sur l'attitude à adopter.

Selon le *Wall Street Journal* (5 mars), la Maison-Blanche cherche aujourd'hui par tous les moyens à conserver ses alliés, à tout faire pour éviter une situation à l'égyptienne dans la péninsule arabique, au Maroc ou encore en Jordanie. Obama, qui avait estimé que le fait de lâcher Moubarak pourrait faire refluer la vague révolutionnaire égyptienne, appelle désormais « les protestataires au Bahreïn et au Maroc à coopérer avec leurs dirigeants (...) pour aboutir en commun à un changement de régime ». Le même journal évoque la colère des dirigeants « alliés » accusant Washington d'avoir fait le choix de lâcher Moubarak, puis la semaine dernière de demander le départ de Kadhafi, indiquant par là qu'une telle attitude, si elle se généralisait, risquerait d'entraîner des « révoltes en chaîne qui pourraient balayer le pouvoir ». Dans ce cadre, les « grandes puissances », qui viennent de décider d'en finir avec Kadhafi, hésitent entre une intervention militaire directe où le soutien militaire actif au « gouvernement provisoire de Benghazi » en guerre contre le clan Kadhafi, mais sans intervention directe.

“Des révoltes en chaîne qui pourraient balayer les pouvoirs”

Cette hésitation aurait conduit, selon le journaliste britannique Robert Fisk (*The Independent*, 7 mars), le gouvernement américain à demander à l'Arabie Saoudite (seul Etat de la région désormais en mesure de le faire) de fournir des armements aux rebelles. Une telle démarche donnerait en outre une carte blanche à l'Arabie Saoudite pour intervenir militairement contre la mobilisation du peuple de Bahreïn. Pour préciser cette nouvelle stratégie, le journal saoudien *Al Hayat* rapporte les propos d'un responsable du département d'Etat américain, pour



lequel « le tsunami qui touche la région n'est pas le même partout, chaque pays ayant ses spécificités. Mais il est devenu clair que les gens sont prêts à prendre des risques d'une manière encore jamais vue dans le passé (...). Les relations entre Washington et les Etats membres du Conseil de coopération du Golfe et le Yémen sont très fortes. Les Etats-Unis sont engagés à supporter leurs alliés et amis, mais les réformes sont indispensables et les craintes de la population doivent être prises en compte. » Il est à noter que c'est dans les pays arabes dits « modérés », c'est-à-dire traditionnellement alliés des Etats-Unis, que se déroulent sous nos yeux révoltes et révolutions ouvrières.

L'Egypte, de par son poids militaire et démographique, constituait le pilier de cet ordre américain aujourd'hui bouleversé. De l'autre côté de la frontière, l'opposition libyenne à Kadhafi refuse catégoriquement toute intervention militaire, toute ingérence étrangère en Libye. Cette opposition à Kadhafi n'offre pas de garanties suffisantes pour l'impérialisme, mais il n'y a pas d'autre choix possible.

La situation tragique que vit actuellement le peuple libyen (*voir ci-contre*) n'intéresse pas les marchands de canons, les multinationales du pétrole et les dirigeants qui considèrent comme des maux nécessaires les « dommages collatéraux » sur les villages afghans ou pakistanais. L'enjeu est fondamentalement celui du maintien de l'ordre régional contre les révolutions en marche, condition nécessaire au contrôle et à l'exploitation des richesses du sous-sol libyen et au-delà.

ALGÉRIE

“L'ordre des priorités a changé”

Azaba est une ville de l'Est algérien où la grande cimenterie a été bradée à une entreprise italienne, qui l'a restructurée et a procédé à de nombreux plans de licenciements.

Le 5 mars, un meeting du Parti des travailleurs avec Louisa Hanoune avait lieu dans cette ville. Ils étaient 4 000 participants pour une salle qui contient 1 000 personnes, des haut-parleurs ont dû être installés à l'extérieur. Louisa Hanoune, dans son discours, va poser la question qui concentre tout : « Maintenant que le cadre de la nation a été préservé, que la paix a été recouvrée, l'ordre des priorités a changé. Toutes les questions qui étaient au second plan deviennent maintenant prioritaires. Les revendications des travailleurs et de la jeunesse sont légitimes. » En effet, dans tout le pays, il y a une ébullition et une effervescence pour voir les revendications sociales satisfaites. Ce sont ces jeunes chômeurs qui vont s'inscrire pour, conformément à la dernière annonce du gouvernement, toucher le Smic, eux qui, jusqu'à présent, ne touchaient rien. Ce sont les étudiants qui sont mobilisés dans tout



le pays contre le LMD et pour la défense de leurs diplômes.

Lors du meeting tenu à Azaba, Louisa Hanoune a lancé un appel au président Bouteflika : « Il y a 1 200 000 étudiants dans notre pays. C'est l'élite et l'avenir de l'Algérie. Leurs revendications sont légitimes. Monsieur le Président, vous devez prendre les mesures immédiates et ordonner le règlement des questions soulevées par les étudiants. » Depuis que Louisa Hanoune est passée à l'émission politique durant une heure et demie à la télévision algérienne, et qu'elle a indiqué que le Parti des travailleurs prenait en compte tous

les dossiers et toutes les lettres reçus des citoyens ou de groupes de travailleurs pour se tourner vers le gouvernement, chaque jour, au siège du Parti des travailleurs, ce sont des dizaines de courriers qui sont reçus.

Il y a un côté cahiers de doléances de la population. C'est le combat du Parti des travailleurs pour la tenue d'élections à une Assemblée constituante.

Des réfugiés par centaines de milliers

Environ 1,5 million de travailleurs étrangers, notamment d'Afrique sud-saharienne, vivent (encore) en Libye. Des centaines de milliers cherchent à fuir. 120 000 réfugiés ont d'ores et déjà afflué à Ras Jdir, le point de frontière entre la Libye et la Tunisie. Plus de 220 000 ont déjà fui le pays.

Des dizaines de milliers sont retournés en Egypte. Le sort de ces centaines de milliers d'individus, qui rejoint le sort des millions de réfugiés, de déplacés, victimes des plans de démantèlement de leurs pays fomentés par les multinationales et les Etats à leur service, ne provoque généralement qu'une lointaine compassion médiatique.

La guerre civile libyenne, cependant, fait « craindre » un déferlement de réfugiés sur toute l'Europe, provoquant une nouvelle crise diplomatique dans l'Union européenne. Pour le ministre italien de l'Intérieur, « l'Union européenne doit aider l'Italie à faire face à un risque humanitaire catastrophique (...). Je demande à l'Europe de prendre les mesures nécessaires (...). On ne peut pas nous laisser seuls (...). L'invasion de 1 million, 1,5 million de réfugiés mettrait à genoux n'importe quel Etat (...), c'est pourquoi nous demandons la solidarité. »

Ce à quoi rétorque l'émissaire allemand : « Il ne faut pas provoquer l'afflux en en parlant. » Face au ministre espagnol qui déclarait : « Les réfugiés n'arrivent pas en Italie, mais en Europe par l'Italie, et pour cette raison l'Union européenne doit les prendre en charge », la France rejetait, en termes diplomatiques, un partage de la prise en charge des réfugiés et des migrants économiques.

Dans l'Union européenne, on s'accorde facilement pour déréglementer et se partager le commerce des armes, à condition de ne pas à avoir à en gérer les conséquences.

F. L. ■

IRAN

Grèves ouvrières

Kevin Cayeux

Lors d'un rassemblement officiel du régime, le 1^{er} mars, dans une foule triée sur le volet, une banderole surgit, à quelques mètres d'Ahmadinejad. On peut y lire : « Nous, les ouvriers de l'usine Parsilon, avons faim. » Le mois de février a été parcouru en Iran par des grèves, comme celle des ouvriers d'une entreprise de sous-traitance de la plus grande raffinerie de pétrole d'Iran, à Abadon. Les travailleurs se sont mis en grève depuis le 23 février et réclament leurs salaires, impayés depuis six mois. Des ouvriers de l'usine de tuyaux de la ville d'Ahvaz organisent des manifestations pour obtenir leurs salaires impayés depuis vingt mois. 700 ouvriers sous contrats de la construction à Sanandaj se mettent en grève pour les mêmes raisons. Ces mouvements de grève interviennent dans un contexte où les travailleurs iraniens sont également confrontés aux licenciements. 400 ouvriers du textile à Babakan, Amol, au nord de l'Iran, ont été renvoyés sous divers prétextes. L'entreprise Taj, à Qazvine, licencie ses ouvriers et les remplace par des intérimaires. Le peuple iranien subit également de plein fouet la flambée des prix : le prix du gazole a été multiplié par neuf. Les prix de l'essence, du gaz, de l'électricité et de l'eau ont été multipliés par un chiffre allant de trois à cinq. Ces augmentations font suite à l'annonce, en décembre dernier, par le président iranien, d'un plan de suppression des subventions gouvernementales sur les produits énergétiques, pour réduire le déficit public de l'Etat. En Iran comme dans le reste du monde, la lutte des travailleurs iraniens marque le refus de la classe ouvrière d'être liquidée.

L. G. ■